

<https://www.ecoleemancipee.org/Occupons-Francfort>



Occupons Francfort !

- International -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Du 16 au 19 mai, des mouvements sociaux de plusieurs pays européens ont rendez-vous à Francfort pour 4 jours d'actions destinés à dénoncer et empêcher la politique imposée par la Troïka¹ et les gouvernements à l'heure où le Pacte Budgétaire impose l'austérité partout.

L'initiative est partie d'Allemagne : des mouvements sociaux (le mouvement Occupy, les mouvements de chômeurs, Attac, des mouvements écologistes et pacifistes, des groupes antiracistes et antifascistes, des associations d'immigrés, des organisations de jeunesse et d'étudiants...) ont lancé un appel pour organiser « des journées de contestation contre le régime de crise de l'union européenne ». Le mouvement syndical en est, à ce jour, singulièrement absent à l'exception notable du GEW, puissant syndicat de l'éducation et des sciences (250 000 adhérents), membre du DGB et de l'IE (Internationale de l'éducation).

Bloquer le coeur économique et financier de l'Europe

Une réunion européenne a eu lieu le 26 février pour travailler à la mise en oeuvre de cette initiative et lancé un appel à mobilisation :

« Nous nous opposons à la dévastation de la Grèce et d'autre pays, à la paupérisation et la privation des droits de millions de citoyens. Nous dénonçons également l'abolition de facto des procédures démocratiques suite aux décisions de la Troïka. »

Il s'agit de bloquer pendant trois jours le coeur économique et financier de l'Europe : Francfort, siège des plus importantes banques européennes, de plusieurs établissements financiers et de la Banque Centrale Européenne. C'est une mobilisation majeure par sa dimension européenne et symbolique, à un moment où l'Europe justifie toutes les régressions, où la BCE préfère sauver les banques plutôt que les peuples européens. Elle entre directement en résonance avec la nécessaire campagne sur le Pacte Budgétaire présenté comme un remède à la crise par les gouvernements européens et la Troïka(1) et qui n'a qu'une seule recette : l'austérité généralisée en Europe.

En France, le collectif pour un audit citoyen a choisi d'appeler les collectifs locaux à y participer. Des mouvements sociaux européens ont aussi décidé d'y être présents : d'Italie, de Belgique, de Grèce... ainsi que des réseaux européens : Attac, Cadtm, Joint social conference...

4 jours d'actions

L'initiative se tient sur plusieurs jours avec pour temps fort la manifestation internationale du samedi.

16 mai : arrivée et actions lors de la réunion du Conseil gouverneurs de la BCE,

17 mai : occupation des sites : réunions, événements et culture,

18 mai : blocus de la BCE et du quartier des banques,

19 mai : manifestation internationale

Sophie Zafari

1) BCE, FMI, UE.

Post-scriptum :

Extrait de l'appel : « Nous sommes des activistes représentant un grand nombre de mouvements et de luttes qui se sont soulevés, en Europe ou ailleurs (...) afin de protester contre les attaques envers notre liberté, nos emplois et nos moyens de subsistances, attaques qui se sont féroce­ment intensifiées au cours de la crise mondiale. Nous nous sommes réunis, avons partagé nos luttes et nos expériences et ainsi réalisé qu'aux niveaux locaux et régionaux, nous menons le même combat. Comme jamais auparavant, nos différents mouvements commencent à se renforcer les uns les autres : Une vraie opposition transnationale commence à voir le jour.

(...) Dans la périphérie de l'Union Européenne, nous connaissons les conséquences extrêmes des politiques en faveur desquelles font pression les gouvernements allemands et français, politiques promulguées par les institutions qui représentent le capitalisme mondial : la BCE, le FMI et l'UE , ainsi que les gouvernements technocratiques qu'ils imposent.

Des millions d'entre nous ont été appauvris et conduits à la misère par les programmes d'austérité et de rajustements structurels, par le déni des droits du travail ainsi que les coupes et les privatisations dans les secteurs publics, tels que l'éducation, la santé et les aides sociales. Nous constatons un pillage dans les ressources humaines et naturelles commis par des institutions supposément démocratiques ! (...) Nos soulèvements sociaux, traversant les frontières intra-européennes, sont l'expression d'une indignation et agissent hors de toute représentation politique. Puisqu'elle est en échec, finissons-en avec la démocratie représentative et créons nos propres pratiques démocratiques dans une lutte quotidienne contre l'exploitation. Nous percevons les migrations mondiales comme un autre signe clair du refus de ce système mondial d'exploitation, de ses régimes frontaliers et de ses guerres violentes. Ce système est en train de dévaster notre planète et nos ressources élémentaires. La situation est urgente : nous faisons face à un désastre climatique provoqué par l'homme ! (...) »